

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 311 - VENDREDI 20 JANVIER 2017

## PÂQUERETTE GIFLÉE

105 heures de travail d'intérêt général pour une gifle. Combien pour qu'il dégage ?

## AGENDA MILITANT

→ 23 janvier

Gennevilliers [L'incroyable histoire du clown Chocolat](#), UP 92

→ 24 janvier

Lille [Quel accès à l'emploi dans les quartiers populaires ?](#)

→ 25-28 janvier

Saint-Denis [Les expérimentations démocratiques aujourd'hui](#), colloque MSH

→ 26 janvier

Paris [Quelles ruptures pour que les citoyens prennent la main ?](#) OMOS

→ 26-27 janvier

Rennes [Avec Marx](#)

→ 27 janvier

Béziers [Migration et jeunesse en Méditerranée](#)  
Paris [Le commun comme expérience oppositionnelle](#)

→ 27-29 janvier

Sené [FSL : pour un autre monde](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Écologie

[1 millions d' "emplois climat"](#), Maximes Combes

→ État

[Confrontation Constructive ou Tension constructive - l'État et les Communs](#)

## Les primaires de la Belle Alliance Populaire peuvent-elles sauver le Parti socialiste ?

La primaire de la Belle Alliance Populaire, malgré la présence de trois candidats peu représentatifs, est en réalité un débat interne au sein de la formation socialiste. Pour autant, dans le contexte actuel, tout débat est le bienvenu. Peut-il se conclure par une clarification sur la ligne politique du Parti socialiste ? C'est une question à laquelle je n'ai pas de réponse. Toutefois, deux lignes se confrontent : l'une, sociale-libérale, incarnée par Manuel Valls, qui assume totalement le bilan du quinquennat ; l'autre, dans la tradition sociale-démocrate, est incarnée par Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, dans une option plus à gauche. Est-ce que de ces confrontations peut émerger une alternative sociale-démocrate dans la tradition historique du courant socialiste ? J'en doute fort.

La social-démocratie, historiquement située au point de synthèse entre le marché capitaliste et l'État providence, est aujourd'hui partout en Europe en échec. Le PASOK en Grèce, le PSOE en Espagne, le Labour en Angleterre ou le SPD en Allemagne : la France n'y échappera pas. Dans une mondialisation capitaliste où le marché roi impose son hégémonie financière, idéologique, culturelle et politique, il n'y a pas de place pour une politique sociale-démocrate.

Dans ces conditions, le PS d'Épinay peut-il survivre à cette crise majeure, qui s'impose à toute l'Europe et dans tous les pays développés ? Peut-il, dans ce cadre, affirmer son hégémonie culturelle sur l'ensemble de la gauche et préempter le vote utile imposant à tous ses partenaires un simple ralliement ?

Pour la première fois depuis quarante ans, cette formation peut perdre son leadership et se dissoudre dans une multitude de recompositions : au centre, à droite, mais aussi à gauche. Dans ces conditions, le rassemblement autour du candidat Jean-Luc Mélenchon est un facteur déterminant, pour une politique de gauche écologique et sociale, à même d'exercer une hégémonie culturelle nouvelle sur la gauche.

Sachons prendre conscience des enjeux et de cette séquence politique en France qui peut augurer d'un mouvement social et populaire capable de devenir majoritaire.

● François Asensi

Député de Seine-Saint-Denis



# L'écologie et l'émancipation dans le même bateau

**L'atelier de Montluçon organisait cet automne une rencontre intitulée "Mener ensemble le combat pour l'émancipation et pour l'écologie". Élise Lowy et Stéphane Lavignotte sont intervenus alternativement à partir de leurs expériences. Morceaux choisis.**



**Stéphane Lavignotte** est militant écologiste, ancien journaliste - notamment à Témoignage Chrétien - et actuellement pasteur de l'Église Protestante Unie à la Mission Populaire. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels *La décroissance est-elle souhaitable ?* Jacques Ellul, l'es-pérance d'abord, et récemment *Les religions sont-elles réactionnaires ?*

Pour moi, la rencontre de l'écologie et du mouvement ouvrier d'émancipation est d'abord une histoire familiale. De mon côté paternel, une famille protestante du Sud-Ouest, plutôt issue de la gauche non communiste, avec un grand-père à la SFIO dans les années 30, résistant, puis dans les années 70 proche du PSU et des mouvements régionalistes. Ma famille maternelle, ce sont des Lorrains, ouvriers sur trois générations dans la vallée de la Fensch, qui ont donc subi

tous les drames de la sidérurgie avant de s'installer à Château-Salins, autour de la chimie liée au sel. C'est cette double culture qui fait que le sujet d'aujourd'hui, c'est un peu ce que je suis.

Ma culture maternelle est donc celle de l'émancipation ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle, qui vise à se libérer des diktats traditionnels - l'Église, le châtelain, le patron - , à se libérer de l'ignorance et de conditions de vie indignes (des logements trop petits, la maladie, l'alcoolisme). Le mouvement ouvrier va répondre par l'éducation populaire, par des réseaux scolaires comme par exemple des réseaux protestants chrétiens qui pour certains s'intégreront ensuite dans le système public. Il y a la volonté de faire que les gens habitent dans des conditions dignes - donc les logements sociaux- , puissent avoir plus de revenus, se nourrir correctement, envoyer leurs enfants en colonies de vacances, progresser à l'école. L'émancipation passe, dans une première phase, par ces outils-là.

Avec l'arrivée de la société de consommation, dans les années 1950-60, l'écologie apporte une critique de cette forme d'émancipation. La consommation a été un moyen de s'émanciper de la misère, mais elle a piégé les gens. N'est-on pas aujourd'hui piégé par les objets que l'on accumule ? Par la voiture, l'écran télé, la publicité qui prétend qu'être heureux, ce n'est plus aller taper le carton au café ou militer dans la section syndicale, mais consommer et consommer ?

L'habitat social a permis de quitter des taudis ou des bidonvilles. Or, cet habitat aussi rentre en crise dans les années 1970-80 pour différentes raisons. L'habitat visé devient la petite maison, le *pavtar* comme on dit en banlieue, un pavillon avec un petit bout de jardin comme le mien, coincé entre la cité Salvador Allende et la résidence de retraite Ambroise Croizat. On y est bien quand même. Mais on est un peu plus entre soi et un peu moins avec les autres. La technique, qui a permis le progrès ●●●

●●● social, n'a-t-elle pas pris le pouvoir ? On peut se demander, par exemple quand on gère une ville, si ce sont encore les élus qui décident ou les techniciens. Et quand on veut avoir une politique de l'eau, qui décide, la municipalité ou Veolia, qui dit à l'élu que techniquement, ce n'est pas possible ?

Dès les années 50, l'écologie, avec Jacques Ellul par exemple, porte cette critique. Ces objets qui étaient des outils, n'ont-ils pas, à un moment, pris le pouvoir ? Dans les entreprises ou dans le politique, n'est-ce pas la technique qui a pris le pouvoir sur le politique ? Dans un certain rapport de force politique où le Parti communiste, comme ici, faisait jusqu'à 30 % des voix, dans un rapport de force international qui faisait que le capitalisme redoutait ce qui se passait à l'Est, il y a eu des États qui ont mené des politiques de progrès. Mais, en même temps, l'État ne se met-il pas à écraser les initiatives collectives, la société civile, les syndicats ? Au cours de l'Histoire, en France par exemple, l'État ne va-t-il pas être une machine à niveler la culture, par exemple en éliminant les langues régionales ? Et l'école, qui est en principe porteuse d'émancipation, devient aussi un outil d'éradication de la diversité culturelle. C'est une critique que porte l'écologie, avec Ivan Illich dans *Une société sans école*.

Critique de la technique, de la consommation, de l'école, de l'État, l'écologie fait

aussi celle de la politique qui, lorsqu'elle n'est plus qu'un professionnalisme, ne permet plus de s'émanciper. Ainsi, des outils qui, au départ, étaient des outils

**Critique de la technique, de la consommation, de l'école, de l'État, l'écologie fait aussi celle de la politique qui, lorsqu'elle n'est plus qu'un professionnalisme, ne permet plus de s'émanciper. Des outils qui, au départ, étaient des outils de**

belge divisée en succursales bio, équitable, je demande à la personne qui sert si les salaires aussi sont équitables. Sourire : non, ils ne le sont pas vraiment.

Et la discussion s'engage. C'est le manager adjoint, qui m'explique qu'il est coincé entre les patrons qui veulent faire du profit (il leur dégage 70 % de marge) et les salariés qui sont payés à peine le SMIC et doivent payer leur déjeuner. Ainsi, seule la façade d'Exki est bio et équitable. L'écologie, pour ne pas être récupérée par le capitalisme,

de l'émancipation, peuvent se retourner contre elle. C'est une seconde vague dans l'évolution de l'émancipation.

Aujourd'hui, l'écologie a besoin aussi des ressources de la première émancipation. Le risque de l'écologie, quand elle est récupérée par le capitalisme, c'est de devenir uniquement un *greenwashing*. Par exemple, dans un snack Exki, firme

**L'écologie, c'est "Moins de biens, plus de liens", un slogan qu'a apporté la décroissance. La question, c'est la qualité des liens. A-t-on des liens qui relèvent de la domination et du préjugé, ou bien des liens qui nous enrichissent, et nous permettent de nous émanciper ?**

a besoin de la forme première d'émancipation : l'anticapitalisme.

Autre exemple. Le risque de l'écologie, c'est l'entre-soi. Ainsi, à l'Île-Saint-Denis, il y a des initiatives géniales, un atelier d'autoréparation de vélos, des coopératives bio, mais nous sommes entre nous la plupart du temps, entre membres de la classe moyenne blanche. Ce qui nous manque, c'est le lien avec les milieux populaires. Enfin, pour que l'écologie puisse rester force d'émancipation, elle a besoin de la culture d'organisation, de la culture du porte-à-porte, dans les cités HLM, où l'on vend *l'Huma* toutes les semaines, une culture qui fait que l'émancipation n'est pas un entre-soi bobos blancs mais devient une capacité à s'organiser et à aller voir les gens.

Un dernier point sur l'émancipation, celui de l'autonomie, dont l'écologie fait la critique. Dans la définition donnée au départ de l'émancipation, il y a l'ambition de s'affranchir d'un lien, d'une entrave, d'un état de dépendance, d'une domination ou d'un préjugé. Ces éléments ne

sont pas du même ordre. S'il s'agit de se libérer d'une domination oui, il y a des dominants et des dominés. S'il s'agit de se défendre, de se libérer d'un préjugé, oui. À Gennevilliers, dans les bagarres que nous menons, en première ligne il y a des jeunes femmes avec un foulard, des jeunes femmes musulmanes. Elles représentent 50 % du quartier où ●●●

●●● nous agissons. Certaines jeunes femmes sont seules, sans enfants. Les hommes les ont quittées ou elles les ont mis dehors parce qu'ils les considéraient comme des esclaves. Et de ces jeunes femmes avec foulard, on dit qu'elles sont dominées ? Il faut se libérer des préjugés.

Il y a problème quand l'émancipation développe une vision de l'autonomie qui est en fait l'individualisme que veut nous vendre le libéralisme économique : je suis tout seul, je consomme tout seul. Ce n'est pas la culture collective, la culture des milieux populaires, où on sait que la richesse est dans les liens. L'écologie, c'est "Moins de biens, plus de liens", un slogan qu'a apporté la décroissance. La question, c'est la qualité des liens. A-t-on des liens qui relèvent de la domination et du préjugé, ou bien des liens qui nous enrichissent, et nous permettent de nous émanciper ? Il y a des liens qui nous entravent et des liens qui nous libèrent. La dépendance est au cœur de la vie, l'enfant est dépendant de ses parents, le parent quand il sera vieux sera dépendant de son enfant. Il y a une dépendance dont on a besoin. C'est la question de l'articulation entre l'autonomie et la dépendance qui peut être émancipatrice. Il y a donc eu une première phase d'émancipation, puis elle s'est retournée contre elle-même, ce dont l'écologie a fait la critique. Aujourd'hui nous vivons le temps de la rencontre entre émancipation et écologie, celle-ci ayant à nouveau besoin de certains éléments forts de la première émancipation.



**Élise Lowy** est enseignante en histoire-géographie, spécialisée en sociologie de l'environnement et en sociologie critique du travail. Elle est membre du comité de rédaction de la revue *Eco'Rev* et du bureau exécutif d'Europe Ecologie les Verts (EELV). Elle affirme « *avoir toujours considéré les mobilisations comme un facteur de transformation sociale et écologique* ».

Posons la question du comment. Une fois que l'on a fait l'analyse de l'apparition du paradigme écologiste et de ce que cela a changé par rapport à la première émancipation, comment construit-on ensemble, en commun, cette nouvelle émancipation ?

Il faut tout d'abord considérer que les luttes sociales et écologiques sont au cœur du changement social. Il faut pouvoir penser en commun à la fois les luttes, les politiques publiques, mais aussi un troisième élément moins souvent évoqué, que Michelle Dobré appelait la résistance ordinaire. Il s'agit, au quotidien, par des actions locales (les rencontres de l'Atelier en sont un bon exemple), de participer à l'émancipation collective. Il faut toujours penser en commun ce triptyque lutte sociale et écologiste, changement institutionnel et politiques publiques, et la résistance ordinaire.

Sur la dimension du "ensemble", on voit qu'aujourd'hui les cadres classiques, les partis politiques traditionnels, ont une dimension obsolète. Sur la question du lien entre émancipation et écologie, on arrive au bout de ce qu'ont été les appareils traditionnels et l'on a une demande de renouvellement extrêmement forte liée à une transformation du rapport au pouvoir, liée à ce que Jacques Ion appelait un "processus d'individuation", où l'individu demande de plus en plus à avoir son mot à dire par rapport au collectif. Il faut parvenir à renouveler le rapport au politique, sans tomber dans la dérive de l'individualisme, à remettre du politique tout en prenant en compte le fait qu'il y a de nouvelles demandes de reconnaissance de militants qui souhaitent agir différemment.

Notamment dans les quartiers populaires, desquels je viens comme Stéphane, avec un double héritage familial communiste et écologiste, on voit cette nécessité de ne plus faire "pour les gens" mais "avec les gens". Construire avec les habitants, avec les citoyens, c'est une dimension extrêmement importante. Et dans les quartiers populaires, ces citoyens aujourd'hui sont divers, ils appartiennent à différentes minorités, des minorités actives, dont Moscovici disait dans *Psychologie des minorités actives* qu'« *elles ont un rôle essentiel à jouer dans cette transformation sociale* ». Repenser ce rapport au pouvoir, ce changement social, c'est aussi penser une nouvelle démocratie, c'est-à-dire des éléments fondamentaux ●●●

●●● comme le non-cumul des mandats, la participation citoyenne, pour que les citoyens puissent construire un autre rapport au politique. C'est essentiel si on veut penser véritablement l'émancipation.

L'autre dimension, c'est la dimension locale, de proximité. Il y a une forme de ras-le-bol par rapport à ce qui peut être vécu comme une

forme de bureaucratisation, de technocratie qui déciderait d'en haut pour les citoyens de ce que doit être la société. Il faut donc intégrer le fait que la dimension de proximité doit retrouver sa place et jouer un rôle beaucoup plus important. Et, là aussi, le lien social est essentiel, en particulier dans les quartiers populaires où le gouvernement actuel - mais cela a évidemment commencé bien avant - a accentué le délitement du lien social par les politiques d'austérité, par le fait de couper des subventions aux associations, etc. Ainsi, pour la transformation du rapport au pouvoir, penser ensemble l'émancipation et l'écologie, c'est penser ensemble la reconnaissance du rôle des minorités et une démocratie différente, c'est-à-dire un mode de fonctionnement, des moyens de lutte, un rapport au politique différents.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, l'anthropocène, dans laquelle

l'être humain a un rôle essentiel et dominant sur la transformation de la planète Terre. Les ressources sont finies, on se retrouve dans une situation à l'échelle

internationale où avec le changement climatique, mais aussi avec la réduction de la biodiversité, on en arrive à la question de la survie de l'humanité à long terme. Comment assurer cette survie ? Cette question n'est pas réservée aux bobos, ce n'est pas une question de bourgeois. Malheureusement, le capitalisme vert a été une forme de récupération de l'écologie. Or, le combat que l'on doit mener en commun pour penser l'émancipation et l'écologie, c'est poser d'abord que notre écologie

(je fais référence ici au fameux texte de Gorz *Leur écologie et la nôtre*) pense incompatible l'écologie et le capitalisme, parce que le capitalisme, c'est la croissance sans fin, ce qui est fondamentalement contradictoire avec la nécessité de préserver l'humain et la planète.

Dans les années 80, aux États-Unis, est apparu le concept de justice environnementale, avec des mouvements citoyens des plus pauvres. Les

classes populaires se sont mobilisées. Il y a des études sociologiques précises qui montrent que ce sont les plus pauvres qui sont les premières victimes de la catastrophe écologique. On se souvient, par exemple, de Katrina aux États-Unis, en Louisiane, où les plus pauvres, pour la grande majorité noirs, ont été les premières victimes de cette catastrophe. Mais à l'échelle internationale, c'est encore pire. Aujourd'hui, on estime que les migrants environnementaux, qui sont directement la conséquence de la crise écologique majeure, pourraient être 250 millions d'ici 2050. Au Bangladesh, on estime que d'ici 2030 potentiellement 50 millions de personnes vont subir les conséquences des inondations, de la montée du niveau des mers.

On ne peut donc pas penser de manière différenciée la justice sociale et la justice environnementale. On ne peut pas penser de manière déliée l'écologie et l'émancipation. Ce que l'on appelle l'écologie populaire pense en commun le fait qu'il faut d'abord aider les plus pauvres, les classes populaires, à pouvoir affronter les injustices environnementales dont elles sont victimes. Et c'est

aussi le cas en France, avec l'amiante par exemple : les cancers environnementaux touchent en priorité les ●●●

**Les luttes sociales et écologiques sont au cœur du changement social. Il faut pouvoir penser en commun les luttes, les politiques publiques et la résistance ordinaire.**

**Notre écologie pense incompatible l'écologie et le capitalisme, parce que le capitalisme, c'est la croissance sans fin, ce qui est fondamentalement contradictoire avec la nécessité de préserver l'humain et la planète.**

●●● ouvriers. C'est une réalité dont peu de personnes ont conscience parce que tout simplement l'écologie que l'on voit dans les mass-médias est souvent une écologie qui ne porte pas comme premier combat cette nécessité de la justice sociale et le fait que ce sont les plus pauvres, ce sont les ouvriers, les classes populaires qui sont les premières victimes.

Il y a certaines zones où le clivage entre écologistes et communistes a pu se faire

*Invités d'entrée à dire brièvement ce qu'évoquent pour eux les termes "émancipation" et "écologie", les participants à la rencontre de l'atelier de Montluçon ont proposé de nombreuses pistes :*

- en commun nous pouvons changer la société
- réfléchir à ce que nous faisons pour nos enfants
- s'émanciper du diktat de l'économie qui pousse à toujours plus de croissance en détruisant la nature
- la conscience de l'espace et du temps
- l'art de vivre
- le respect et le partage des biens de la planète
- l'émancipation, penser par soi-même ; la culture, la capacité à réfléchir, à s'élever
- l'écologie : on n'a pas le choix, on est obligé d'y aller
- l'écologie, un rêve. Oser l'utopie
- l'écologie = la survie

sur la question de l'emploi. Par exemple, (à la Hague en Normandie, il y a eu une tension entre des écologistes qui dénonçaient le fait que l'usine pollue, se mobilisaient sur les déchets radioactifs, etc. et en face une résistance sur la question de l'emploi. Il faut à mon avis commencer par sortir de cela. Penser ensemble l'émancipation et l'écologie, cela veut dire sortir de cette fausse idée que ce sont des choses antagoniques. Au contraire, l'écologie peut apporter une alternative, y compris en terme d'emplois. Cela veut dire intégrer une transition réelle, sortir par exemple de l'obsolescence programmée, qui fait partie du système capitaliste qui nous oblige à consommer de plus en plus. C'est une chose que l'on peut porter en commun, et il y en a beaucoup d'autres, sur la question de l'emploi, sur la question de la consommation, qui en réalité unissent les traditions écologistes et les traditions du mouvement ouvrier. Dépasser la fausse opposition entre l'emploi et l'écologie, c'est d'abord pouvoir construire en commun des alternatives.

Ces alternatives existent. Il y a les AMAP, alternatives locales que tout le monde connaît, les transports alternatifs. La question du ferroviaire, par exemple, peut unir nos traditions respectives, qui là aussi trouvent une alternative au tout voiture, à la dépendance au pétrole. Et on sait aujourd'hui que le changement climatique est lié à ce système entièrement basé sur le pé-

trole, tout comme les guerres au Moyen Orient sont aussi liées à la question du pétrole. Cependant, pour construire en commun, des alternatives concrètes, locales, sur la question de la transformation du rapport au pouvoir politique et bien d'autres, il faut casser les cadres actuels, sortir chacun de notre petite tradition. On ne doit pas les abandonner, mais nous devons les fédérer, les faire converger, et construire ensemble pour la suite, pour demain. Parce que là est la mission que l'on doit se donner en commun : lier ensemble les traditions écologistes et les traditions du mouvement communiste pour être en capacité de proposer un nouveau projet alternatif qui pense à la fois la justice sociale et la préservation de la planète.



L'émancipation, ce n'est pas demain, c'est maintenant. On a parlé d'utopie : l'utopie c'est une vision de demain qui est motrice pour aujourd'hui. Mais

ce qu'ont amené de manière forte le mouvement ouvrier puis l'écologie, ce sont des changements immédiats : changer la vie ici et maintenant - le PSU parlait d'utopie réaliste. Et l'émancipation peut se réaliser dès maintenant. Les outils que le mouvement ouvrier a inventé au XIX<sup>e</sup> siècle se réinventent aujourd'hui. Il y a un nouveau développement du mouvement coopératif aujourd'hui, notamment ●●●

**L'émancipation ici et maintenant, c'est finalement se ressaisir de tous ces outils qu'on a dans la culture ouvrière et syndicale et que l'on peut appliquer à tout dans notre vie quotidienne.**



●●● dans l'écologie et dans l'économie sociale et solidaire. Quant au syndicalisme, on a vu que si le syndicalisme fait aussi de la politique quand il s'oppose à la loi travail, il est capable de mettre en route des millions de personnes.

Il s'agit surtout de développer ce que l'on appelle en France l'éducation populaire, ce que les Américains appellent de *l'empowerment* : faire que les gens gagnent en pouvoir. Les gens qui se croyaient seuls, qui avaient peur d'agir, s'aperçoivent qu'ensemble ils peuvent gagner. Ils étaient écrasés, ils prennent confiance. À chaque étape, on les forme à faire eux-mêmes.

C'est aussi penser par soi-même. C'est-à-dire réacquérir une culture militante qui fait qu'on pense par soi-même les problèmes. Cela illustre vraiment la formule de Marx : « *l'émancipation sera l'œuvre des travailleurs par eux-mêmes* ».

Lorsque dans une action menée, un élu vient me voir pour parler du problème, je lui réponds que ce n'est pas à moi qu'il faut s'adresser, que les habitants sont là, que c'est avec eux qu'il faut aller discuter, parce que je ne suis qu'un technicien de l'organisation. Je donne des outils aux gens (souvent je leur fais redécouvrir des outils qu'ils connaissent déjà) pour qu'ils le fassent eux-mêmes.

Et donc l'émancipation ici et maintenant, c'est finalement se ressaisir de tous ces outils qu'on a dans la culture ouvrière et syndicale et que l'on peut appliquer à tout dans notre vie quotidienne.



Je termine avec un exemple personnel sur le processus d'*empowerment*, c'est-à-dire prendre le pouvoir. J'ai commencé à militer en tant que jeune d'un quartier populaire, à Hérouville-Saint-Clair dans la banlieue de Caen, dans une ville où il y avait une forte tradition militante, ouvrière (avec l'usine

**(Notre) parti-pris était de ne montrer que des choses à valoriser de ces quartiers, de contrer le visage négatif donné par les mass-médias, de diffuser les alternatives qui existaient sur place, tout ce qu'il y avait de riche en termes de lien social, d'humanité.**

sidérurgique SMN juste à côté), et une forte population immigrée aussi. Dans le cadre d'ateliers d'écriture organisés à la MJC, à quelques-uns, dont certains qui étaient issus de l'immigration, de milieux très populaires, et n'auraient jamais imaginé que ça pouvait leur être accessible, on a décidé de lancer un magazine en kiosque, *Fumigène*. Il existe depuis 1999 et il est encore distribué aujourd'hui. Ce magazine, consacré aux cultures urbaines et qui s'assume comme ayant une dimension politique, faisait état de toutes les luttes. Il y avait à la fois des entretiens avec des artistes très divers, mais aussi des entretiens politiques. Le parti-pris qui caractérisait ce magazine, c'était la

volonté de ne montrer que des choses à valoriser de ces quartiers, c'est-à-dire de contrer le visage négatif donné par les mass-médias, de diffuser les alternatives qui existaient sur place, tout ce qu'il y avait de riche en termes de lien social, d'humanité.

Nous avons organisé des ateliers d'écriture et les jeunes des quartiers venaient écrire, alors que souvent ils avaient eu des difficultés à l'école. Ils venaient parce qu'ils se sentaient enfin en capacité de faire, parce que c'était ensemble, avec des personnes qui les reconnaissaient comme capables. On a construit ainsi ce magazine, en faisant en sorte que des personnes qui ne se seraient jamais imaginées dans ce rôle se vivent comme journalistes, écrivent des textes, rencontrent des personnes qui pour eux étaient des stars, des personnes qu'ils admiraient.

C'est quelque chose de concret, qui fait partie de mon histoire, et qui a aussi beaucoup marqué mon militantisme. On est là exactement dans le rôle que peut jouer la culture, le lien social. L'émancipation ne peut pas faire un pas sans ces dimensions, il faudra aussi réinvestir beaucoup plus ces champs-là.

La vidéo de la rencontre est ici : <https://www.youtube.com/watch?v=gb4RfbU68uA&feature=youtu.be>

Transcription : Nadia Pinson. Sélection : Cerises.

## Où allons-nous ?

**Par Francine Bavay (Conseillère fédérale EELV),  
Patrice Cohen-Séat (PCF), François Longéras (PG),  
Myriam Martin (Ensemble !), signataires de l'appel  
"En 2017, Faisons Front commun".**

**A**près 5 ans d'un gouvernement qui, à l'exception du mariage pour tous, a mené une politique similaire à celle de la droite, celle-ci s'apprête à revenir au pouvoir, radicalisée par sa concurrence avec une extrême droite dopée à la haine et au racisme.

Il n'y a qu'une réponse possible à cette situation catastrophique : ouvrir à gauche et dans l'écologie la perspective d'une véritable alternative d'émancipation qui donne espoir et remobilise les classes populaires aujourd'hui désorientées et en colère. Il faut pour cela un projet novateur qui réponde aux besoins d'égalité, de solidarité et de fraternité. Qui affronte les défis d'une mondialisation dominée par la finance internationale et propose un nouveau mode de développement anti-productiviste et une refondation de l'Europe. Qui tourne le dos au démantèlement des droits du travail et donne de nouveaux pouvoirs aux salariés. Qui s'engage résolument dans la vitale transition écologique. Qui aille vers une 6ème République sociale et citoyenne.

Mais pour que cette perspective puisse être porteuse d'une dynamique politique victorieuse, encore faut-il en créer les

conditions avec un candidat qui l'incarne et puisse battre à la fois les sociaux libéraux, la droite et l'extrême droite. C'est pourquoi nous avons choisi de soutenir Jean-Luc Mélenchon. Cette candidature a rencontré indéniablement un écho dans l'opinion. Il faut maintenant qu'elle puisse rassembler largement. Malgré la très belle campagne qu'il avait faite en 2012, il s'en est fallu d'un cheveu que les forces du Front de gauche ne se mettent pas d'accord pour reconduire Jean-Luc Mélenchon comme candidat à la Présidentielle. C'est chose faite, heureusement, grâce notamment aux dix mille militant-e-s communistes, d'Ensemble!, du Parti de gauche, écologistes et bien d'autres qui se sont mobilisés dans l'appel à faire Front commun que nous avons lancé en septembre. Mais c'est chose faite du bout des doigts, sans accord politique, chacun avec sa bannière et son propre programme, et sans campagne ni cadre politique commun. Comment alors agréger toutes les forces disponibles et surtout répondre aux exigences d'un fonctionnement plus horizontal et citoyen portées notamment par la mobilisation contre la loi travail et Nuit debout ? C'est pourquoi nous proposons la mise en place d'un cadre

commun de campagne ouvert et pluraliste susceptible de créer une dynamique de rassemblement.

De plus, la division évitée à la présidentielle rentre par la fenêtre aux législatives et on s'apprête à assister à des affrontements fratricides dans les 577 circonscriptions. Cela aboutirait à éliminer purement et simplement de l'Assemblée nationale la gauche et l'écologie politique dignes de ce nom. C'est de la folie !

Une fois de plus, nous en appelons à la raison. Toutes les énergies doivent être mobilisées pour que Jean-Luc Mélenchon fasse le meilleur score possible à la présidentielle et – qui sait – crée la surprise et bouscule la donne ; et pour que les électeurs puissent voter dans toutes les circonscriptions pour des candidatures communes rassemblant les forces du Front de gauche, d'EELV et au-delà, dans la dynamique ouverte par la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Partout dans le pays nous devons concrétiser un Front commun qui réunisse toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir un nouvel espoir à gauche et dans l'écologie, et battre ainsi la droite et l'extrême droite.



# La carte de France pour les siècles et les siècles ?

**T**out le monde n'entend pas que la carte de France, avec ses territoires d'Outre-mer soit à jamais immuable. Le courant indépendantiste de l'Océanie française réfléchit et travaille à cette "mutation cartographique" au présent.

Dans ces îles d'Océanie qui apportent à la France 53 % de sa ZEE<sup>1</sup> (4 771 088 km<sup>2</sup> pour la Polynésie et 1 422 096 km<sup>2</sup> pour la Nouvelle Calédonie), le mouvement indépendantiste ne s'insurge pas contre "l'héritage colonialiste", il entend mettre un terme maintenant à la relation coloniale que la France entretient maintenant avec les terres, les eaux et les peuples Kanaks et Mahois.

La question coloniale française a déjà envoyé une république *ad patres* ( la IV<sup>e</sup>). Les promoteurs de la VI<sup>e</sup> seraient d'une incroyable surdité s'ils imaginaient quelque amélioration, quelque dépassement de la réalité coloniale, sans poser avant tout le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La manifestation la plus tangible de ce positionnement passe pour la gauche de transformation par l'affirmation de sa disponibilité à co-construire maintenant les conditions de cette indépendance. Conditions *a priori* favorables aux peuples concernés qui ont déposé entre deux et trois siècles de travail gratuit sur ces terres, finançant ainsi la place de la France sur la planète.

Mais comment fait-on pour être sourd ?

2011, Oscar Temaru, du parti Tavini Huiraatira (Le serviteur du peuple polynésien), indépendantiste de toujours, est alors président de la Polynésie française. Il profite de son mandat pour obtenir la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU, dont elle avait été retirée en 1947. Mai 2013, Gaston Flosse et son parti le Tahoeraa Huiraatira

(Rassemblement populaire), rejeton local de l'UMP-LR gagne les élections. Hostile à cette réinscription, il se heurte néanmoins à l'ONU à la motion des Îles Salomon, les Tuvalu et Nauru. La réinscription de la Polynésie est maintenue, les gesticulations conjointes du Tahoeraa Huiraatira et du Parti socialiste échouent. Par vote de l'Assemblée générale, l'ONU affirme le droit inaliénable de la population de la Polynésie française à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le 4 octobre dernier, 17 pétitionnaires ont pris la parole après Oscar Temaru devant la 4<sup>e</sup> commission des Nations Unies.

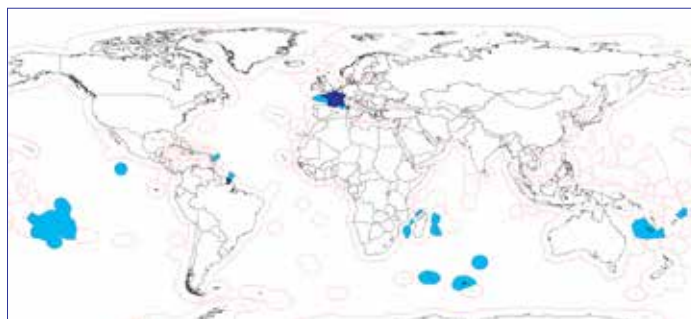
C'est dans ce contexte que celui-ci entend porter la question de l'indépendance de la Polynésie dans le débat métropolitain en se présentant à la présidentielle. Il bénéficie d'ores et déjà des parrainages de la totalité des élus indépendantistes de Nouvelle-Calédonie et

les militants de son parti s'activent actuellement auprès d'élus métropolitains.

On notera que sur cette liste onusienne des pays à décoloniser figurent des pays où les indépendantistes ont été battus lors de consultations électorales..

Cela ne saurait effa-

roucher les militants de *L'Humain d'abord* qui mesurent chaque jour que les idées dominantes dominent, mais aussi parce que le colonialisme par consentement demeure du colonialisme<sup>2</sup>.



Carte de la "Zone économique exclusive" française.

### ● Catherine Destom Bottin



Dans une prochaine "Cuisine alternative" de *Cerises* on évoquera la question brûlante du référendum d'indépendance de 2018 en Nouvelle-Calédonie.

1. Une **zone économique exclusive (ZEE)** est, d'après le droit de la mer, un espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources.

2. Formule empruntée à Carlyle Corbin, spécialiste de la décolonisation, expert indépendant auprès de l'ONU.

# P comme Peuple (le retour)

Nous avons déjà eu l'occasion de dire ce que nous pensons de l'usage actuel du mot "populisme". Le plus souvent encore, il est utilisé en mauvaise part, comme un synonyme de "démagogie", pour discréditer celui qui en est qualifié. "Populiste" est effectivement devenu un terme confusionniste et commode qui permet de mettre dans un même sac tous ceux qui s'opposent au "système" actuel, que ce soit à partir d'un point de vue réactionnaire, pro-capitaliste et xénophobe ou, au contraire, dans une perspective progressiste, socialiste et internationaliste.

Dans cette acception journalistique et moderne du mot populisme, on est très loin de toute référence au "populisme russe", et aux militants de la *Narodnaïa Volia*, dont le frère de Lénine, qui avaient tenté de tuer Alexandre III pour instaurer une démocratie paysanne. Très loin aussi du mouvement littéraire français illustré par des écrivains comme Louis Guilloux ou Eugène Dabit, qui sont des romanciers du peuple.

Le fait nouveau est que ce terme commence à être retourné et à changer de sens. Un peu comme le terme "Impressionniste", utilisé avec dérision par le critique du *Charivari* à propos d'un tableau de Manet, avait pu être repris par les peintres qu'il visait et leur servir de drapeau...

On voit ainsi apparaître un populisme progressiste, voire révolutionnaire qui se revendique en tant que tel, en Amérique latine, d'abord, avec le chavisme, et ici, avec la candidature de Mélenchon et les écrits de la philosophe Chantal Mouffe qui, dans un article d'avril 2016, dans *Le Monde*, se prononçait pour un populisme de gauche. Chantal Mouffe, universitaire belge enseignant à Westminster, proche de *Podemos*, se situe dans ce qu'on a appelé le post-marxisme. Elle reproche aux marxistes classiques de s'en tenir à une conception déterministe de l'Histoire, surestimant l'économie et la sociologie et sous-estimant la politique. Selon sa conception "agonistique", la politique se définit par le conflit. La recherche du consensus à tout prix a tué la gauche. Pour donner vie à la notion gramscienne d'hégémonie, il faut désigner les adversaires, renouer avec la passion, et s'engager dans la voie d'une démocratie radicale assumant le conflit. C'est une question de fond et aussi de style.

Tout cela est bien en effet à l'opposé de la tiédeur et de la sagesse, non seulement de la social-démocratie, mais d'un communisme qui semble souvent ne plus être que l'ombre de lui-même et qui paraît bien en peine de susciter élan et enthousiasme.

Cela annonce-t-il un retour du peuple sur la scène ?

Il est clair que la crise actuelle de la démocratie et de la politique procède de la mise à l'écart du peuple des décisions qui le concernent. Quand les hommes politiques, quelles que soient leurs étiquettes, une fois au pouvoir, appliquent "l'agenda" des milieux patronaux et financiers et n'hésitent pas à piétiner leurs engagements électoraux, il ne faut pas s'étonner que le peuple se détourne de la politique.

Et pour réactiver la démocratie, il est tout aussi clair qu'il faut que le peuple redevienne non pas le "bon sujet" de ceux qui règnent, mais le sujet véritable de la politique et l'acteur de sa propre histoire.

Mais qu'est-ce que le peuple ?

De manière significative, le mot "peuple" est une entrée qui ne figurait pas dans le si précieux *Dictionnaire critique du marxisme*, de Labica et Bensussan.

Pourtant, la tradition marxiste s'est confrontée à plusieurs moments essentiels à la nécessité de donner une définition de la notion de peuple.

Lénine, tout d'abord, dans sa polémique avec les "populistes officiels" qui avaient rompu avec la stratégie terroriste des débuts et opté pour le réformisme. Lénine explique que la Russie s'est engagée dans la voie capitaliste et que les idées marxistes et prolétariennes y ont donc toute leur place. Mais de cette confrontation, il tire l'idée du caractère essentiel d'une alliance entre ouvriers et paysans que symbolise l'union du marteau et de la faucille.

Celui qui fait vraiment du peuple un concept clef, c'est Mao. Mao ne fait pas l'impasse sur l'analyse de classe, mais ●●●

**Il est clair que la crise actuelle de la démocratie et de la politique procède de la mise à l'écart du peuple des décisions qui le concernent.**

●●● son objectif est l'union du peuple. Il y revient en permanence (à propos de la "guerre populaire", des "contradictions au sein du peuple" ou avec le mot d'ordre "servir le peuple"). C'est évidemment lié à la faiblesse de la classe ouvrière dans la Chine de l'époque, au poids ultra majoritaire de la paysannerie et à la situation contradictoire de la bourgeoisie nationale (dont il cherche aussi à se faire une alliée). Dans ces conditions, la révolution ne peut être que paysanne, populaire et nationale.

Cette prise en compte de la réalité, aux côtés de la classe ouvrière, du peuple paysan et de la petite bourgeoisie est aussi ce qui a marqué le Front populaire et pendant longtemps, l'identité du PCF.

Aujourd'hui, en France, le poids numérique de la paysannerie est devenu très faible. (Les paysans forment 3, 6 % de la population active et le nombre d'exploitations agricoles ne cesse de diminuer). Les "couches moyennes" sont devenues prépondérantes... Pour l'essentiel, ce n'est plus la petite bourgeoisie des artisans et petits propriétaires, ce sont les nouvelles couches salariées, d'employés, de travailleurs des services, de cadres, de professions intellectuelles... Avec plus de 80 % de salariés, le peuple est aujourd'hui très majoritairement composé de prolétaires, au sens où l'entendait Marx (ceux qui doivent vendre leur force de travail). Mais ce sont des prolétaires qui s'ignorent... Et le prolétariat moderne, au lieu d'être industriel et concentré comme celui d'hier, est largement post-industriel et atomisé. La progression de la dimension intellectuelle du travail, le caractère plus individualisé des "moyens de production" informatiques, la précarité et la mobilité rendent plus incertain le rapport à une classe sociale clairement identifiée. L'aspiration à l'épanouissement personnel et à la liberté individuelle va dans le même sens.

Mais que l'on soit ouvrier d'usine, infirmière, enseignant, "prolétaire des ordinateurs" ou artiste qui galère, on peut se sentir et on se sent spontanément du peuple.

En France, la notion de peuple a un contenu politique inauguré par la Révolution française. Le peuple se définit par opposition aux privilégiés.

Désigner l'anti-peuple est décisif pour définir le peuple. Pour le discours d'extrême-droite, le peuple français est opposé pêle-mêle à une partie des "élites" et à une partie des pauvres eux-mêmes, les immigrés, les réfugiés, les assistés... À cet égard, on peut dire que le Front national divise le peuple. Il se veut le nouveau parti des ouvriers, mais il divise la classe ouvrière.

À l'opposé, dire les noms des milliardaires, des puissants d'aujourd'hui qui dominent la société, comme le fait Mélenchon dans sa campagne (et comme le faisait Marchais à son époque) est des plus salutaires. Le capitalisme aimerait se faire passer pour une "société anonyme à responsabilité limitée"... Dire qui se cache derrière ces abstractions est indispensable pour définir l'adversaire. Avec eux, pas de "France en commun"... C'est une condition de la résurgence d'une conscience politique populaire.

**L'idée progressiste et révolutionnaire susceptible de fédérer est une idée politique, d'abord, mais porteuse d'un projet de société.**

Mais être contre ne suffit pas. Il faut aussi faire émerger un projet fédérateur et lui donner un nom. Ce projet aujourd'hui ne peut guère être celui de la société communiste, dont la perspective reste notre horizon, mais un horizon qui doit être redéfini.

L'idée progressiste et révolutionnaire susceptible de fédérer est une idée politique, d'abord, mais porteuse d'un projet de société. C'est l'idée d'une république sociale, écologique et vraiment démocratique.

Enfin, pour que la notion de "peuple" redevienne progressiste (et non réactionnaire), il faut en avoir une vue internationaliste. L'idée non pas d'un peuple ethnique mais d'un peuple-monde, accueillant aux autres peuples et solidaire du destin de la planète.

● Patricia Latour et Francis Combes



Sur la place du concept de peuple dans l'histoire de la philosophie politique, voir les travaux du G.E.M.R., (le Groupe d'études pour un matérialisme rationnel) publiés au Temps des Cerises, sous la direction d'Yves Vargas.

## Palestine, quel changement ?



Ci-contre, un Palestinien colle une affiche appelant au boycott des produits israéliens, qualifié par le site de la campagne BDS de « *principal levier du changement* ». Voir sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Mondialité", la question au gouvernement de François Asensi, sur la reconnaissance d'un État palestinien.

● **Europe rien ne va plus (1).** Quelques jours avant son investiture, Donald Trump a estimé que le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne est « *une grande chose* » et que l'OTAN est obsolète. Angela Merkel a souligné de son côté que « *l'Europe a son destin en main* », tandis que François Hollande soulignait que l'Europe « *n'a pas besoin de conseils extérieurs pour lui dire ce qu'elle a à faire* ». Quant à Boris Johnson, chef de la diplomatie britannique, il estimait : « *C'est une très bonne nouvelle que les États-Unis veuillent conclure un bon accord commercial avec nous* ». On ritait presque de ces propos si on ne savait pas qu'au bout du compte, lorsque les contradictions entre les puissances capitalistes s'exacerbent, les dindons de la farce diplomatique sont souvent les citoyens.

● **Europe rien ne va plus (2).** Le nouveau président du Parlement européen s'appelle Antonio Tajani, et c'est un berlusconiste. Au quatrième tour de scrutin, les eurodéputés l'ont élu pour deux ans, grâce à une convergence entre le Parti populaire européen (PPE, droite) et les libéraux du Belge Guy Verhofstadt. Cet homme de droite a d'abord été militant du Front monarchique national italien, puis journaliste au quotidien *Il Giornale*, qui appartient à la famille Berlusconi, avant de cofonder en 1994 *Forza Italia*, le parti de Silvio Berlusconi, à la fois libéral au plan économique et eurosceptique. Accessoirement, Antonio Tajani est réputé avoir été particulièrement passif, alors qu'il était commissaire européen à l'industrie, face à l'affaire Volkswagen (une commission d'investigation enquête actuellement).

● **Europe rien ne va plus (3).** Theresa May, la Première ministre britannique, a tiré les conséquences du refus de l'Union européenne des conditions qu'elle posait pour des relations positives avec l'Union. Elle espérait un traité de libre-échange sans droits de douane, un accès de la City et du secteur automobile à l'UE, des garanties pour les citoyens britanniques résidant sur le continent... soit une situation plus favorable en étant hors de l'UE qu'en en faisant partie. En fait, son pays va

sortir du marché unique (en raison de son refus d'accepter la libre circulation des citoyens) et de l'union douanière. Gros problèmes en perspective : l'Écosse et l'Irlande, dont les électeurs ont majoritairement voté contre le Brexit, pourraient bien d'une manière ou d'une autre ne pas suivre le pouvoir central. Il se trouve qu'en Irlande, où des élections sont annoncées, la gauche d'alternative a le vent en poupe.

● **Europe rien ne va plus (4).** Amnesty International vient de souligner qu'avec ses réponses uniquement sécuritaires aux attentats sur son territoire, l'Union européenne et ses États sont « *en train de démanteler pierre par pierre tout l'édifice de protection des droits de l'homme qui a été bâti depuis la Seconde Guerre mondiale* ». C'est le résultat d'une enquête menée sur deux années d'évolution législative dans quatorze pays de l'Union. Concernant la France, elle montre une « *avalanche de lois (...) adoptées à un rythme effréné* », qui « *sape les libertés fondamentales* » : « *L'idée selon laquelle le rôle du gouvernement est d'assurer la sécurité afin que la population puisse jouir de ses droits a laissé la place à l'idée que les gouvernements doivent restreindre les droits pour assurer la sécurité* ». Amnesty met en question l'efficacité de la vague sécuritaire (interceptions de communication en masse, collecte de données personnelles...) avec parfois une insuffisance de « *mécanisme de contrôle indépendant* ». Elle pointe entre autres le flou de certaines infractions pénales, par exemple de la notion du délit d'« *apologie du terrorisme* » ou celle de « *consultation habituelle* » de sites djihadistes.

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)